Impôt sur le revenu

Des voix: Bravo!

M. Chrétien: Comme on a trouvé bonne l'idée de subventionner l'isolation thermique des maisons, nous avons décidé d'étendre le programme au reste du pays, en offrant à tout le monde \$350 qui seraient en partie imposables. Je reconnais qu'un programme applicable à deux provinces seulement était difficile à faire admettre. Mais tout observateur avouera que cela n'avait rien à voir avec la politique partisane. L'Île-du-Prince-Édouard a recours à 100 p. 100 au pétrole pour produire l'électricité et la Nouvelle-Écosse à 84 p. 100. Ces deux provinces comptent sur le pétrole non seulement pour le chauffage des maisons mais pour la production de l'électricité.

Comme il y a eu tant de plaintes à ce sujet, le gouvernement a décidé de créer un autre programme du même genre. Je regrette que nous n'ayons pu offrir \$500 à tout le monde. La première fois, il s'agissait d'indemniser ceux qui souffraient plus que les autres de la hausse des prix du mazout. Le nouveau programme a été accepté par toutes les provinces, y compris la mienne, celle de Québec, et l'Alberta.

M. Forrestall: Qu'est-ce que vous racontez? Regardez donc la répartition des richesses à Montréal.

Le vice-président: A l'ordre. Le ministre a la parole.

M. Chrétien: Monsieur le président, j'ai cherché à expliquer clairement, sans grandes phrases, les raisons pour lesquelles le gouvernement est intervenu. A mon avis, c'est ce qu'il fallait faire. S'il y a une partie du pays qui est frappée par la sécheresse pendant l'été, nous lançons un programme spécial pour l'aider. S'il y a une inondation, nous avons un programme spécial. Lorsque ces deux provinces ont été plus frappées par la hausse des prix du pétrole, nous avons mis au point un programme pour les aider. Nous avons voulu venir en aide à ceux qui avaient le plus à souffrir de cette hausse. J'aimerais bien qu'on vote là-dessus tout de suite pour voir quels députés ont le sens de leurs responsabilités.

Le vice-président: Le député de Fort William invoque le Règlement.

M. McRae: Monsieur le président, j'aimerais que le ministre des Finances clarifie un point. C'est au sujet de la dépense de 560 millions de dollars en sept ans.

M. Forrestall: Ce n'est pas un rappel au Règlement.

Le vice-président: A l'ordre. Le député de Fort William a la parole pour un rappel au Règlement.

M. McRae: Non, monsieur le président, je n'invoque pas le Règlement. J'ai une question à poser au ministre. Il a dit que cet amendement allait coûter 560 millions de plus aux contribuables sur une période de sept ans. Comme il n'accorde pas à tout le pays les avantages dont on peut déjà bénéficier en Nouvelle-Écosse et dans l'Île-du-Prince-Édouard, ce montant ne s'ajouterait donc que si les subventions étaient entièrement soustraites à l'impôt?

[M. Chrétien.]

M. Chrétien: Oui, monsieur le président. Si l'amendement était adopté, la subvention de \$350 serait entièrement soustraite à l'impôt, et il en coûterait 560 millions au Trésor en sept ans.

M. Whiteway: Monsieur le président, j'ai cinq questions à poser au ministre des Finances, et la réponse à la cinquième décidera de mon vote sur cet amendement. Comme j'assistais cet après-midi à une séance de comité avec son collègue le ministre d'État chargé des Affaires urbaines, j'espère qu'il me pardonnera si on a déjà répondu à mes questions, de les poser à nouveau.

● (2052)

Le ministre projette-t-il d'étendre le programme d'isolation à toutes les maisons quel que soit leur âge, au lieu de faire varier l'âge selon la province?

M. Chrétien: Monsieur le président, c'est une question qui relève de l'administration du programme, non pas de moi. Je ne suis donc pas en mesure de donner une réponse définitive au député.

M. Whiteway: Voici ma seconde question. Si le ministre était jamais allé dans les Prairies et avait été exposé à ces vents glacials qui balaient les Prairies en janvier et février, il comprendrait l'importance de l'isolation des murs, des fenêtres et des portes, par exemple l'importance des fenêtres doubles et hermétiques. Le ministre voudra-t-il songer à étendre le programme à l'isolation des fenêtres et des portes?

M. Chrétien: Monsieur le président, c'est une autre question qui relève de la gestion du programme et non pas de moi. Cette question intéresse le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources ou encore le ministre d'État aux Affaires urbaines. En ce qui concerne les grands vents de l'Ouest, j'en sais quelque chose même si je viens du Québec. Le député devrait savoir que mon grand-père est venu s'installer à Saint-Paul, en Alberta, en 1905.

M. Whiteway: Monsieur le président, je vais regrouper ma troisième et ma quatrième questions car peut-être que le ministre voudra plutôt les transmettre à son collègue qui n'y a pas répondu au comité cet après-midi.

Mlle Bégin: Se rapportent-elles à l'amendement?

M. Whiteway: Elles se rapportent à l'amendement. La cinquième question, selon la réponse du ministre, déterminera la façon dont je vais me prononcer sur l'amendement. Je sais que les députés d'en face ont hâte de savoir, mais j'en suis maintenant à ma troisième question et ensuite je poserai ma quatrième et ma cinquième.

De nombreux problèmes se posent à l'égard de ceux qui vendent les matériaux isolants et ceux qui les installent. Des compagnies improvisées se sont créées du jour au lendemain pour tirer profit du programme d'isolation.